

Droit Economie Gestion mention Aix Marseille Sciences Economiques spécialité Macroéconomie et développement

RNCP24849 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	313n, 122g, 122b
Code(s) ROME	M1403, M1404, M1401
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Aix-Marseille Université

<http://www.univ-amu.fr>

Ecole Centrale Marseille (ECM)

<http://www.centrale-marseille.fr>

Ecole des Hautes Etudes et Sciences Sociales (EHESS)

<http://www.ehess.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Ce professionnel exerce la fonction de macroéconomiste ou économiste du développement dans une institution internationale :

- il étudie la plupart des questions récentes liées à la croissance économique ou à l'évaluation des politiques de développement,
- il rédige des notes sur la situation économique d'un pays ou d'une zone géographique plus large,
- il gère des projets d'aide au développement dans les pays pauvres,
- il participe à l'organisation et à la préparation de conférences internationales sur les enjeux économiques,
- il évalue aussi bien la mise en place de politiques économiques à vertu macroéconomique qu'environnementale,
- il analyse la politique macroéconomique et les enjeux de la mondialisation.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Ce diplômé est spécialiste dans les domaines de l'analyse de la politique macroéconomique, l'économie internationale et le développement des économies dans un contexte mondialisé.

- Il maîtrise les concepts théoriques et les outils quantitatifs nécessaires aux études de la plupart des questions récentes liées à la croissance économique ou à l'évaluation des politiques de développement.
- En s'appuyant sur ses connaissances des développements récents de l'économie du développement, d'un point de vue aussi bien macroéconomique que microéconomique ou économétrique, il étudie les effets de l'implémentation de programmes d'aide au développement.
- Il possède une solide formation en macroéconomie avancée et en économie du développement qui lui permet de fournir des conseils sur les politiques de développement au niveau régional ou national.
- Il connaît les spécificités des pays en développement, spécialement la zone Méditerranée, ce qui lui permet

d'analyser le développement de ces pays pour une institution internationale ou une ONG.

- Il maîtrise les développements récents de la théorie de la croissance et il les utilise dans des analyses économiques.
- Il rédige les résultats de ces études et se montre force de proposition.

Il maîtrise l'utilisation de logiciels statistiques et économétriques (SAS, Stata).

De manière optionnelle, il maîtrise les nouvelles techniques de traitement et d'analyse des big data, Hadoop notamment.

Il sait travailler et communiquer en langue anglaise (l'essentiel des enseignements est dispensé en anglais).

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le professionnel exerce son activité dans les banques régionales et centrales, les assurances, les institutions financières ou publiques nationales et internationales, les entreprises de consulting évaluant les politiques macroéconomiques, think tanks, ou encore les organisations régionales ou Organisation Non Gouvernementales spécialisées dans le développement.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Analyste économique dans les banques et assurances, dans les services d'évaluation des entreprises,
- Conjoncturiste dans les institutions financières, organismes de conjonctures, banques centrales,
- Analyste dans les institutions internationales,
- Postes dans les services économiques des ambassades et consulats,
- Postes d'analyse économique dans les ministères,
- Conseiller économique,
- Gestionnaire de projet.

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 572 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	41 075
Jugés difficiles à recruter	27 %
Emplois saisonniers	9 %

Familles professionnelles (FAP)

L2X61 — Agents administratifs
L4X80 — Techniciens des services administratifs
L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques
L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury composé de 100% d'enseignants

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/24849/>